

Investissements directs étrangers de l'UE en 2004

De nouveaux partenaires pour les flux sortants d'IDE; les flux entrants et sortants d'IDE toujours orientés à la baisse

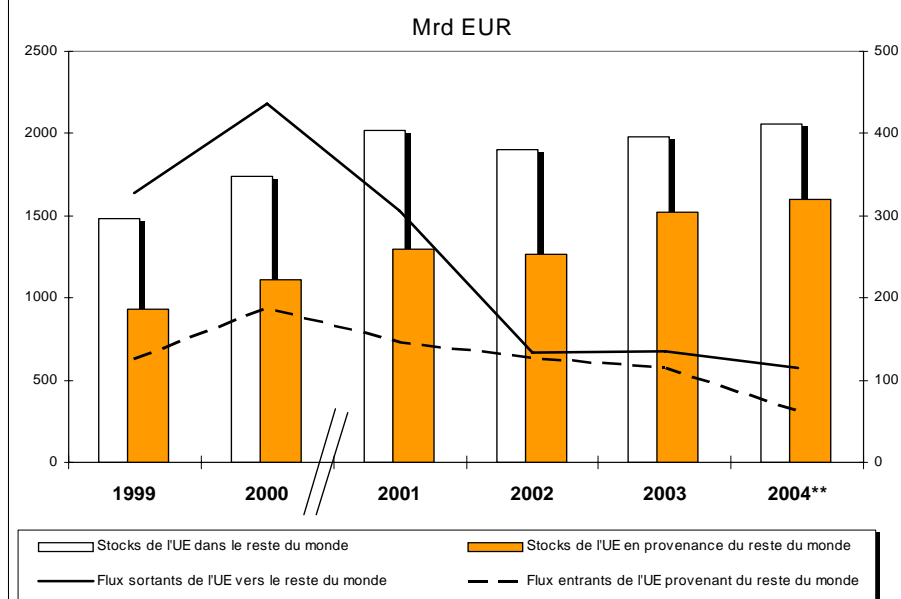
La présente publication donne un aperçu des statistiques des investissements directs étrangers (IDE) en termes de flux annuels, de stocks en fin d'année et de revenus annuels, pour la période 1999-2004. Les flux entrants et sortants d'IDE ont poursuivi leur recul en 2004 (-15 % et 46 % respectivement), mais les flux sortants ont dépassé les flux entrants de 53 milliards d'euros. On constate un désinvestissement de 3 milliards d'euros aux États-Unis et l'apparition de nouveaux pays en tant que principaux partenaires des flux sortants d'IDE en 2004. À 131 milliards d'euros, les revenus tirés des investissements directs étrangers ont atteint un niveau record, dépassant de 46 milliards d'euros les revenus distribués aux investisseurs étrangers. Les activités de services continuent de jouer un rôle majeur dans les IDE sortants et entrants.

Nouvelle diminution des flux d'IDE de l'Union européenne vers les pays hors UE en 2004

Les flux sortants d'IDE de l'Union européenne ont chuté de 69 % entre 2000 et 2002, passant de 437 milliards d'euros à 133,9 milliards d'euros. Après la stabilité relative observée en 2003, ils ont repris leur baisse en 2004, pour s'établir à 115 milliards (1,1 % du PIB), soit 15 % de moins qu'un an auparavant (135,5 milliards, ou 1,4 % du PIB).

Les flux entrants d'IDE provenant de l'extérieur de l'UE sont en recul continu depuis 2001 et ont perdu 39 % entre 2000 et 2003. Leur régression s'est encore accentuée en 2004: ils ont diminué de 46 % pour ne représenter plus que 62,3 milliards (0,6 % du PIB), contre 115,4 milliards d'euros (1,2 % du PIB) l'année précédente. Après deux années consécutives où les flux sortants et entrants de l'UE étaient pratiquement à l'équilibre, en 2004 les flux sortants ont dépassé les flux entrants de 53 milliards d'euros.

Graphique 1: Flux et stocks d'IDE de l'UE, 1999-2004*



* EU25 pour 2001-2004, EU15 pour 1999-2000.

** Stocks fin 2004: estimations provisoires.

Des estimations provisoires sur le total des stocks d'IDE de l'UE¹ à la fin 2004 figurent également dans le graphique 1 ci-dessus, tandis que des données pour les stocks jusqu'à fin 2003, ventilées selon le pays partenaire et l'activité économique, sont présentées dans la suite de la présente publication².

¹ Les données sur les stocks à la fin 2004 ont été fournies partiellement par certains États membres. Pour calculer l'agrégat relatif à l'UE, les données manquantes ont été estimées en additionnant les stocks à la fin de 2003 et les flux de 2004.

² Voir pages 4 à 6. Pour le lien existant entre les flux et les stocks d'IDE, voir les notes méthodologiques, page 7.

Statistiques en bref

ECONOMIE ET FINANCES

13/2006

Balance des paiements

Auteurs

Merja HULT
Anne FOLTETE

Contenu

Nouvelle diminution des flux d'IDE de l'Union européenne vers les pays hors UE en 2004..... 1

La Chine, le Mexique et le Japon sont les trois premières destinations des flux sortants d'IDE de l'UE 2

Diminution des flux entrants d'IDE – Les États-Unis et la Suisse restent les principaux investisseurs..... 3

La plupart des IDE toujours destinés aux services – Les activités financières arrivent en tête 4

L'UE était un investisseur net à la fin de 2003, avec 457 milliards d'euros d'actifs 5

Les IDE intra-UE s'accroissent plus rapidement que les IDE extra-UE – Les activités de service prédominent 6

En 2004, le revenu net des IDE de l'UE s'est élevé à 46 milliards d'euros..... 7



La Chine³, le Mexique et le Japon sont les trois premières destinations des flux sortants d'IDE de l'UE

La réduction du montant global investi à l'étranger par l'UE en 2004 s'est accompagnée d'une modification des principales destinations des flux sortants de l'UE, comme le montre le tableau 1.

D'une part, les flux d'IDE de l'UE à destination de l'**Amérique centrale** ont connu une reprise en 2004 et se sont élevés à 31,7 milliards d'euros. Cette évolution s'explique notamment par les 9,2 milliards d'euros investis au **Mexique**, pays qui a atteint sa part la plus élevée au cours de la période considérée (8 %), devenant ainsi la deuxième destination des investissements de l'UE, derrière la **Chine**. Celle-ci a attiré 11,3 milliards d'euros, ce qui constitue le plus haut pourcentage (9,8 %) des flux d'IDE extra-UE, tandis que 8,1 milliards d'euros (7,1 %) ont été investis au **Japon**. Il en résulte une expansion des flux sortants de l'UE à destination de l'**Asie**: de 21,9 milliards d'euros en 2003 à 31,4 milliards d'euros en 2004.

D'autre part, on constate un désinvestissement à la fois aux

États-Unis (-2,7 milliards d'euros) et en Suisse (-10 milliards d'euros), qui figuraient habituellement parmi les destinations les plus importantes: en 2003, ces deux pays ont attiré respectivement 35 % (47,1 milliards d'euros) et 10 % (13 milliards d'euros) des IDE extra-UE. De ce fait, les IDE de l'UE en **Amérique du Nord** et en **Europe** (hors UE) ont fortement diminué en 2004: ils s'élevaient respectivement à -1,3 milliard (soit une baisse de 54,3 milliards par rapport à 2003) et 22,4 milliards (30,3 milliards de moins qu'en 2003). Il convient par ailleurs de remarquer que parmi les partenaires européens hors UE, la Norvège (4 %), la Russie (6 %) et les pays candidats (4 %) ont enregistré leur plus forte part d'IDE extra-UE au cours de la période considérée.

En ce qui concerne les taux de croissance des stocks d'IDE sortants de l'UE (graphique 2), la Roumanie arrive en première position (45 %), suivie de la Russie, du Mexique et de la Chine, alors que l'Argentine et Singapour présentent les taux négatifs les plus élevés (-11 %).

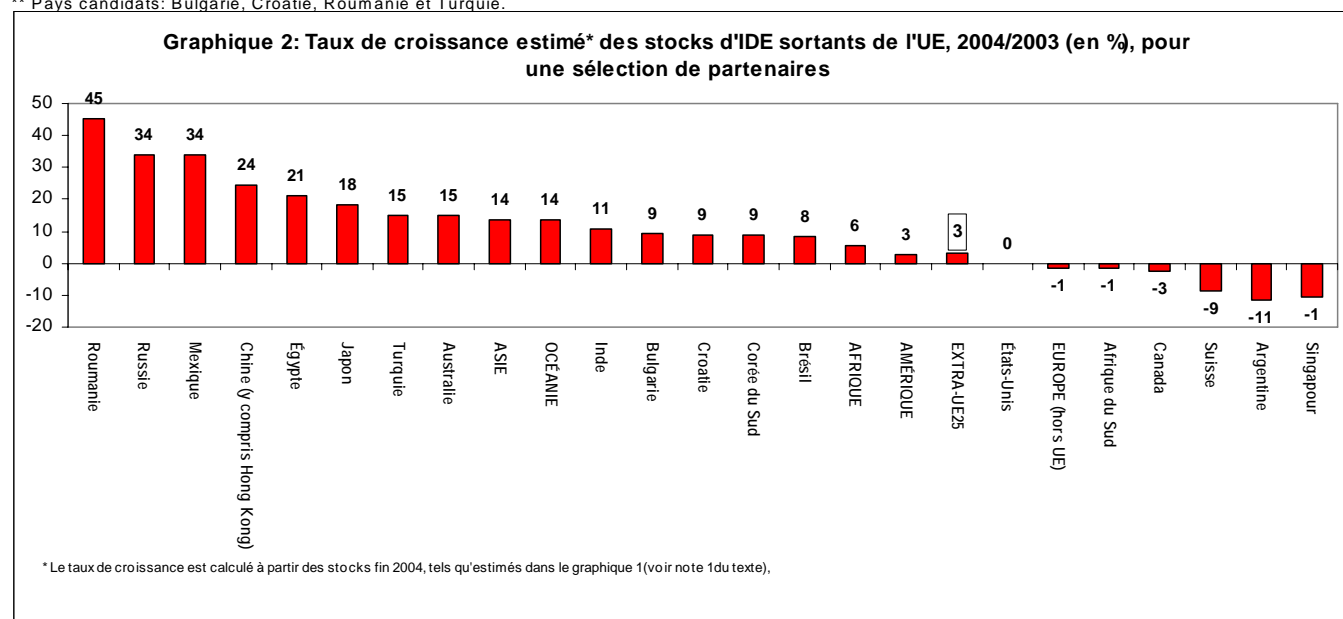
Tableau 1: Principales destinations des flux sortants d'IDE de l'UE, 1999-2004*

	1999		2000		2001		2002		2003		2004	
	Mrd EUR	%	Mrd EUR	%	Mrd EUR	%	Mrd EUR	%	Mrd EUR	%	Mrd EUR	%
Extra-UE, dont	327.1	100.0%	437.0	100.0%	306.1	100.0%	133.9	100.0%	135.5	100.0%	115.0	100.0%
OCDE (hors UE)	251.4	76.9%	353.3	80.8%	172.5	56.4%	60.8	45.4%	75.9	56.0%	17.9	15.6%
Europe (hors UE), dont	35.8	10.9%	110.2	25.2%	23.6	7.7%	31.2	23.3%	52.7	38.9%	22.4	19.5%
Suisse	8.4	2.6%	72.3	16.5%	7.1	2.3%	24.2	18.0%	13.0	9.6%	-10.0	-8.7%
Norvège	5.1	1.5%	7.6	1.7%	2.7	0.9%	1.6	1.2%	0.0	0.0%	4.9	4.3%
Russie	1.4	0.4%	2.3	0.5%	2.5	0.8%	2.5	1.8%	7.4	5.5%	6.4	5.6%
Pays candidats**	3.3	1.0%	3.7	0.9%	5.4	1.8%	3.3	2.5%	4.3	3.2%	5.0	4.3%
Afrique	3.9	1.2%	8.8	2.0%	10.2	3.3%	7.1	5.3%	9.8	7.2%	11.8	10.3%
Amérique du Nord, dont	207.3	63.4%	231.8	53.0%	164.5	53.7%	4.1	3.1%	53.0	39.1%	-1.3	-1.1%
États-Unis	202.1	61.8%	186.4	42.6%	158.7	51.8%	2.7	2.0%	47.1	34.7%	-2.7	-2.3%
Canada	5.2	1.6%	45.5	10.4%	5.8	1.9%	1.4	1.0%	5.9	4.4%	1.4	1.2%
Amérique centrale, dont	8.0	2.4%	22.1	5.0%	22.6	7.4%	40.6	30.3%	-4.0	-2.9%	31.7	27.6%
Mexique	2.6	0.8%	6.7	1.5%	4.8	1.6%	6.6	4.9%	2.0	1.4%	9.2	8.0%
Amérique du Sud, dont	35.6	10.9%	36.9	8.4%	24.0	7.8%	3.3	2.5%	2.6	1.9%	3.6	3.1%
Brésil	13.9	4.2%	23.6	5.4%	10.1	3.3%	-1.4	-1.0%	2.2	1.6%	2.8	2.5%
Argentine	15.3	4.7%	5.9	1.4%	5.6	1.8%	1.2	0.9%	-1.5	-1.1%	-1.8	-1.5%
Asie, dont	31.4	9.6%	17.6	4.0%	58.2	19.0%	31.0	23.2%	21.9	16.1%	31.4	27.3%
Japon	10.7	3.3%	5.5	1.2%	-8.9	-2.9%	10.2	7.6%	5.8	4.3%	8.1	7.1%
Chine (y compris Hong Kong)	5.0	1.5%	-0.9	-0.2%	51.4	16.8%	6.4	4.8%	6.1	4.5%	11.3	9.8%
Corée du Sud	3.9	1.2%	3.2	0.7%	1.1	0.4%	1.6	1.2%	3.0	2.2%	1.4	1.2%
Océanie, dont	0.0	0.0%	4.3	1.0%	-1.7	-0.6%	11.7	8.7%	-1.9	-1.4%	4.4	3.8%
Australie	1.9	0.6%	6.8	1.6%	2.1	0.7%	11.2	8.4%	-1.8	-1.3%	3.4	2.9%

* UE25 pour 2001-2004, UE15 pour 1999-2000. La somme des continents ne correspond pas toujours au total extra-UE en raison de certains flux non alloués.

Les parts peuvent être supérieures aux totaux en raison du phénomène des désinvestissements.

** Pays candidats: Bulgarie, Croatie, Roumanie et Turquie.



³ y compris Hong Kong

Diminution des flux entrants d'IDE – Les États-Unis et la Suisse restent les principaux investisseurs

En 2004, le montant investi dans l'UE par les pays tiers a fortement diminué, s'établissant à 62,3 milliards d'euros, contre 115,4 milliards d'euros en 2003. Ce recul de 46 % était dû essentiellement à la contraction des investissements des **pays européens** (hors UE) et de l'**Amérique du Nord**. Les investissements des pays européens (hors UE) ont diminué de moitié, de 45,2 milliards d'euros en 2003 à 22,6 milliards d'euros en 2004. L'évolution a été la même pour les **États-Unis**, avec 23,4 milliards d'euros investis en 2004, contre 47,6 milliards d'euros l'année précédente. Les flux entrants d'IDE en provenance du **Canada** ont également affiché une baisse substantielle, passant de 12,2 milliards en 2003 à un désinvestissement de -4,1 milliards en 2004. À l'inverse, on constate une inversion de tendance pour les flux entrants provenant d'**Amérique du Sud**: désinvestissement de -0,3 milliard en 2003 mais 3,6 milliards d'euros d'investissements en 2004, le principal investisseur étant le Brésil.

Malgré l'augmentation des investissements effectués par la **Chine** (de 1,7 milliard à 4,8 milliards d'euros), les flux entrants

provenant de l'ensemble de l'**Asie** ont ralenti en 2004 pour s'élever à 5,4 milliards d'euros (contre 6,5 milliards d'euros en 2003).

Pour ce qui est de l'origine des flux entrants d'IDE, la situation reste similaire à celle qui avait été observée en 2003, les **pays de l'OCDE** non membres de l'UE étant toujours les principaux investisseurs étrangers dans l'UE (71 %). Ils ont été à l'origine de 36 % des flux entrants d'IDE en 2004, la **Suisse** enregistrant sa part la plus élevée (23 %) au cours de la période considérée, ce qui confirme son statut de deuxième investisseur. L'essentiel des flux entrants d'IDE des pays hors UE provenait des États-Unis (38 %), la **Chine** (8 %) et le **Japon** (6 %) se classant au troisième et quatrième rangs des investisseurs.

Quant aux taux de croissance estimés des stocks d'IDE entrants de l'UE entre 2003 et 2004 (**graphique 3**), les plus élevés sont affichés par la Roumanie, la Chine et la Corée du Sud. À l'inverse, les stocks d'IDE détenus par l'Argentine ont connu le taux de croissance négatif le plus élevé.

Tableau 2: Principaux investisseurs étrangers dans l'UE. Flux entrants d'IDE, 1999-2004*

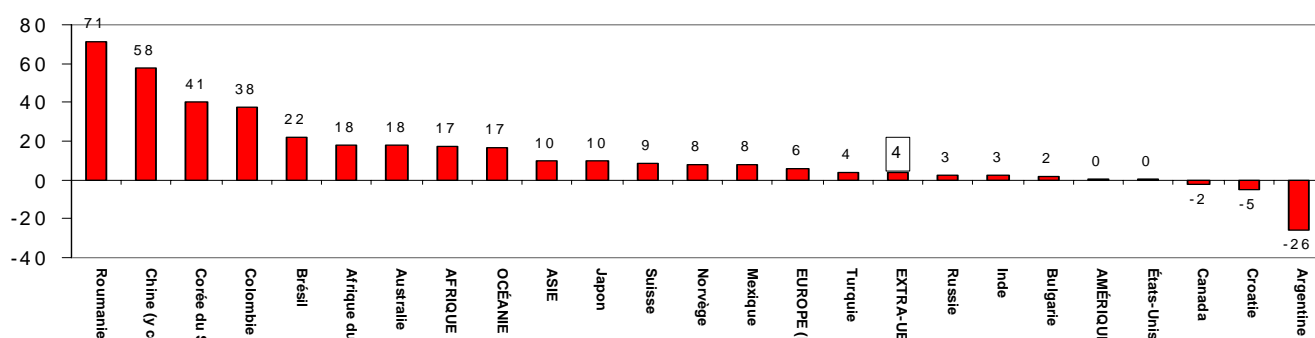
	1999		2000		2001		2002		2003		2004	
	Mrd EUR	%	Mrd EUR	%	Mrd EUR	%	Mrd EUR	%	Mrd EUR	%	Mrd EUR	%
Extra-UE, dont	125.8	100.0%	188.5	100.0%	145.9	100.0%	126.6	100.0%	115.4	100.0%	62.3	100.0%
OCDE (hors UE)	89.0	70.7%	159.2	84.5%	107.7	73.8%	88.9	70.2%	85.2	73.8%	44.4	71.3%
Europe (hors UE), dont	19.7	15.7%	33.1	17.6%	18.2	12.5%	20.1	15.9%	45.2	39.2%	22.6	36.3%
Suisse	8.7	6.9%	22.4	11.9%	9.9	6.8%	10.5	8.3%	19.2	16.6%	14.5	23.3%
Norvège	0.6	0.5%	7.1	3.8%	1.5	1.0%	4.9	3.9%	1.4	1.2%	0.4	0.6%
Russie	0.2	0.2%	0.4	0.2%	0.8	0.5%	0.3	0.2%	0.7	0.6%	0.1	0.2%
Pays candidats**	0.3	0.2%	1.1	0.6%	0.4	0.3%	-0.1	-0.1%	0.3	0.3%	0.2	0.3%
Afrique	0.9	0.7%	3.6	1.9%	4.1	2.8%	3.6	2.8%	0.6	0.5%	0.9	1.4%
Amérique du Nord, dont	79.5	63.2%	105.5	56.0%	85.3	58.5%	61.6	48.7%	59.8	51.8%	19.3	31.0%
États-Unis	75.9	60.3%	88.4	46.9%	79.6	54.6%	57.6	45.5%	47.6	41.2%	23.4	37.6%
Canada	3.6	2.9%	17.2	9.1%	5.6	3.8%	4.0	3.2%	12.2	10.6%	-4.1	-6.6%
Amérique centrale, dont	18.8	14.9%	8.5	4.5%	8.7	6.0%	12.8	10.1%	5.2	4.5%	-0.1	-0.2%
Mexique	0.5	0.4%	1.1	0.6%	0.9	0.6%	-0.2	-0.2%	0.2	0.1%	0.7	1.2%
Amérique du Sud, dont	0.3	0.2%	0.6	0.3%	2.1	1.4%	5.2	4.1%	-0.3	-0.3%	3.6	5.8%
Brésil	0.3	0.2%	1.5	0.8%	1.0	0.7%	0.6	0.5%	-1.0	-0.9%	3.6	5.8%
Argentine	0.1	0.1%	0.5	0.3%	0.3	0.2%	1.8	1.4%	0.7	0.6%	-0.6	-1.0%
Asie, dont	7.0	5.6%	31.1	16.5%	26.1	17.9%	17.3	13.7%	6.5	5.6%	5.4	8.7%
Japon	-2.2	-1.7%	17.0	9.0%	8.8	6.0%	8.3	6.6%	3.1	2.7%	3.9	6.3%
Chine (y compris Hong Kong)	3.5	2.8%	6.4	3.4%	10.0	6.9%	3.1	2.4%	1.7	1.5%	4.8	7.7%
Corée du Sud	0.0	0.0%	0.1	0.1%	-0.5	-0.3%	-0.2	-0.2%	0.4	0.3%	0.9	1.4%
Océanie, dont	1.4	1.1%	3.6	1.9%	1.3	0.9%	4.1	3.2%	0.5	0.4%	2.8	4.5%
Australie	0.8	0.6%	3.2	1.7%	0.8	0.5%	3.7	2.9%	0.6	0.5%	2.8	4.5%

* UE25 pour 2001-2004, UE15 pour 1999-2000. La somme des continents ne correspond pas toujours au total extra-UE en raison de certains flux non alloués.

Les parts peuvent être supérieures aux totaux en raison du phénomène des désinvestissements.

** Pays candidats: Bulgarie, Croatie, Roumanie et Turquie.

Graphique 3: Taux de croissance estimé* des stocks d'IDE entrants dans l'UE, 2004/2003 (en %), pour une sélection de partenaires

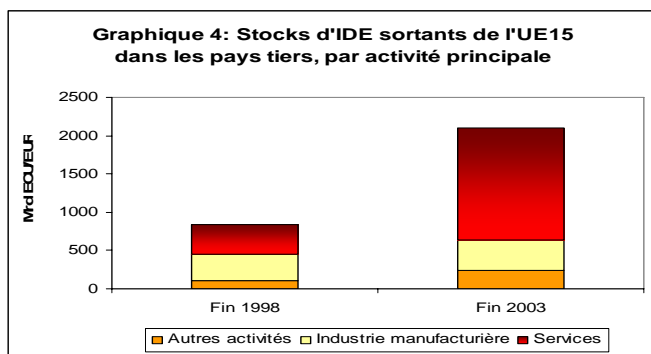


* Le taux de croissance est calculé à partir des stocks fin 2004, tels qu'estimés dans le graphique 1 (voir note 1 du texte).

La plupart des IDE toujours destinés aux services – Les intermédiations financières arrivent en tête

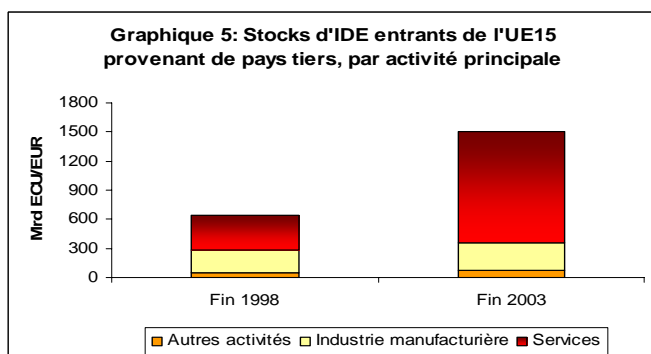
L'importance relative des **services**⁴ continue de se renforcer depuis 1998, dans les flux entrants et sortants d'IDE en provenance et à destination des pays hors UE. Les actifs d'IDE de l'UE (**stocks d'IDE sortants**)⁵ investis dans les services s'élevaient à 388 milliards d'écus fin 1998 et ont atteint 1 453 milliards d'euros fin 2003, la part des services dans le total des actifs d'IDE passant de 46 % à 69 %.

Au cours de la même période, les actifs d'IDE dans le **secteur manufacturier** sont passés de 348 milliards d'écus à 408 milliards d'euros, alors que leur part dans le total s'est réduite de 41 % à 19 %. La part des **autres activités**⁶ est restée stable autour de 12 %, le montant en chiffres absolus s'étant accru, de 109 milliards d'écus à 236 milliards d'euros.



Les données pour les **stocks d'IDE entrants** de l'UE font apparaître une situation similaire, quoique à un degré moindre et avec une place encore plus prépondérante pour les services. Les stocks d'IDE entrants dans les *services* sont passés de 360 milliards d'écus en 1998 à 1 140 milliards d'euros fin 2003, soit respectivement 56 % et 75 % du total.

L'*industrie manufacturière* est passée de 238 milliards d'écus en 1998 à 286 milliards d'euros à la fin 2003, mais sa part relative a baissé, de 37 % à 19 % du total. La part des *autres activités* est restée stable, autour de 7 %, au cours de la période en question, même si, en chiffres absolus, ces activités sont passées de 49 milliards d'écus à 102 milliards d'euros.



⁴ Les services comprennent les activités suivantes: commerce, hôtels et restaurants, transports, télécommunications, intermédiations financières, services aux entreprises (qui incluent les conseils pour les affaires et la gestion, la publicité, les activités informatiques et la recherche et développement), activités immobilières et autres services non classés ailleurs.

⁵ L'analyse de la ventilation sectorielle des IDE de l'UE couvre les pays de l'UE15, les données n'étant pas encore disponibles pour l'UE25. Par conséquent, les données sur les stocks d'IDE de 2003 présentées ici diffèrent des stocks d'IDE de l'UE25 figurant dans le tableau 3.

⁶ Les « autres activités » incluent l'agriculture et la pêche, les industries extractives, la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, la construction et les activités non classées ailleurs.

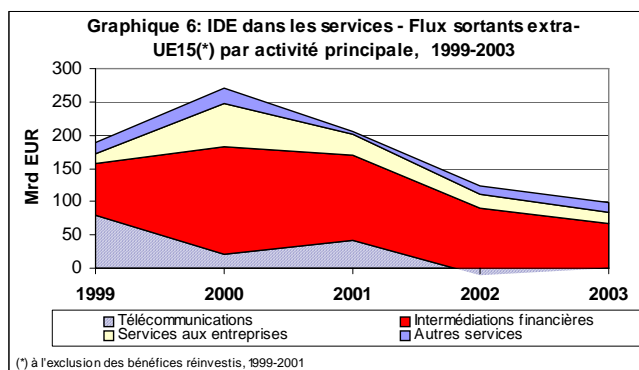
⁷ Les flux sortants d'IDE sont classés en fonction de l'activité de l'investisseur direct.

⁸ Les activités financières incluent l'intermédiation monétaire (les banques), les autres intermédiations financières, l'assurance, ainsi que les auxiliaires financiers et d'assurance.

⁹ Les flux entrants d'IDE sont classés en fonction de l'activité du destinataire des IDE, l'entreprise d'investissement direct.

Si la part des services dans le total des **flux**⁷ **sortants** d'IDE a progressé (de 74 % en 1998 à 92 % en 2003), les flux annuels sortants d'IDE extra-UE15 dans les services ont reculé de 21 % en chiffres absolus, de 124 milliards d'euros en 2002 à 98 milliards d'euros en 2003.

La part relative des *intermédiations financières*⁸ dans les flux sortants d'IDE a augmenté, passant de 41 % en 1999 à 70 % en 2003. Toutefois, après le pic de 162 milliards d'euros atteint en 2000, la valeur absolue est retombée à 69 milliards d'euros en 2003. Les *services aux entreprises* ont représenté la deuxième activité de service pour les flux sortants d'IDE, avec un total de 16 milliards d'euros en 2003, leur importance relative passant de 7 % en 1998 à 16 % en 2003. Les investissements directs à l'étranger dans le secteur des *télécommunications* ont accusé une baisse sensible, passant de 79 milliards d'euros en 1999 à des désinvestissements en 2002 comme en 2003 (-1 milliard d'euros en 2003).



Les **flux entrants d'IDE**⁹ dans les services ont augmenté de 8 %, pour atteindre 104 milliards d'euros en 2003. Les *activités financières*, qui constituent la branche la plus importante, ont vu leur part relative s'accroître, de 64 % en 1999 (54 milliards d'euros) à 75 % en 2003 (78 milliards d'euros). Les *services aux entreprises* ont conservé leur deuxième place parmi les activités de services, avec une part de 23 % en 2003, en léger recul par rapport au plus haut niveau atteint en 2000 (36 %). Les flux entrants d'IDE dans les *télécommunications* ou dans les autres activités de services ont été moins importants au cours de la période considérée: on peut observer un désinvestissement dans les télécommunications au cours des deux dernières années (-6 milliards d'euros en 2003).

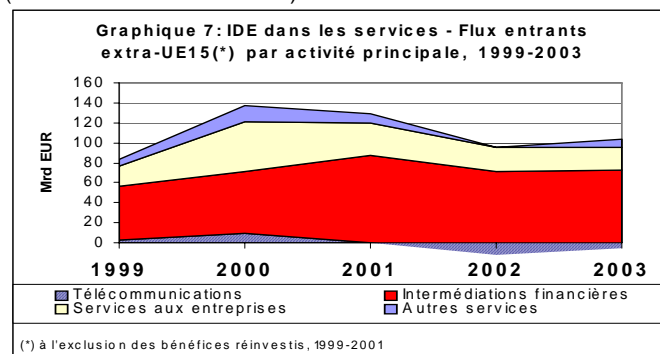


Tableau 3: IDE de l'UE, stocks et flux bilatéraux nets avec des partenaires sélectionnés

Mrd ECU/EUR

Partenaire	Position nette fin 1998	Flux nets annuels					Position nette fin 2003
		1999	2000	2001	2002	2003	
Extra-UE	197	201	249	160	7	20	457
États-Unis	46	126	98	79	-55	-1	-41
Japon	-23	13	-12	-18	2	3	-17
AELE(*)	-29	4	50	-2	10	-8	79
Autres OCDE	61	19	58	6	15	-4	95
Autres	142	39	55	95	35	29	343

UE25 pour 2001-2003, UE15 pour 1998-2000.

La position nette et les flux nets de l'UE sont obtenus en retranchant des stocks/flux d'IDE sortants les stocks/flux d'IDE entrants.

(*) Association européenne de libre-échange (Suisse, Norvège, Islande, Liechtenstein).

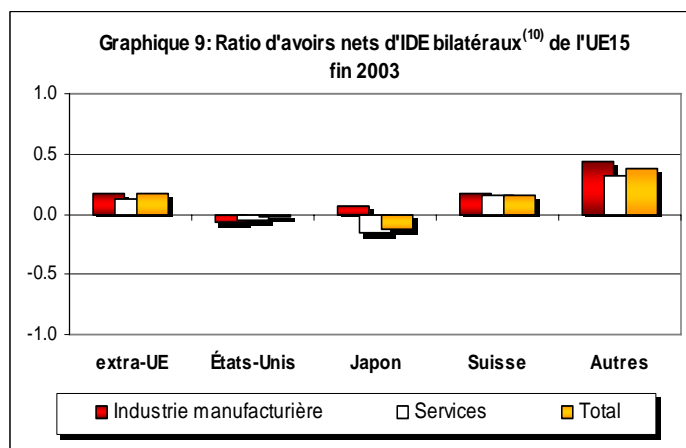
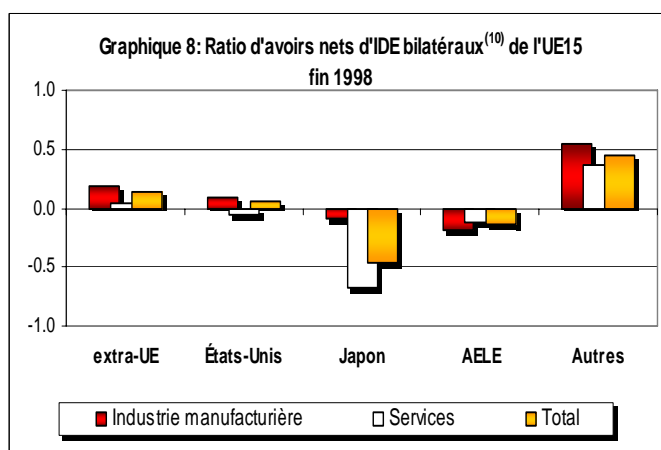
L'UE était un investisseur net à la fin de 2003, avec 457 milliards d'euros d'actifs

Avec des stocks d'IDE sortants toujours supérieurs aux stocks d'IDE entrants, l'UE enregistre traditionnellement une position nette positive. Les actifs nets d'IDE ont affiché une croissance vigoureuse, passant de 197 milliards d'écus à la fin de 1998 à 457 milliards d'euros à la fin de 2003. Cette forte hausse est imputable principalement à l'importance des investissements nets (mesurés par la différence entre les flux sortants et les flux entrants d'IDE) au cours de la période 1999-2001. Cependant, les fluctuations du montant des actifs nets sont également dues aux réévaluations consécutives à des variations de prix et de taux de change, et à d'autres changements relatifs au volume des stocks.

Comme le montre le tableau 3, les flux nets extra-UE annuels ont été positifs pendant toute la période considérée, mais ont fortement diminué en 2002, atteignant 7 milliards d'euros (0,1 % du PIB), contre 201 milliards (2,5 % du PIB) en 1999. Les flux nets d'IDE avec les partenaires hors UE se sont légèrement accrus en 2003, pour passer à 20 milliards d'euros (0,2 % du PIB), et cette reprise limitée s'est confirmée en 2004, avec des flux nets annuels de 53 milliards d'euros (voir les tableaux 1 et 2), ce qui représente 0,5 % du PIB.

Le ratio d'actifs nets d'IDE bilatéraux fournit des informations complémentaires sur la position d'investissement de l'UE vis-à-vis de ses principaux partenaires et pour les principales activités considérées. Ce ratio peut varier entre +1 (lorsque le niveau des stocks d'IDE sortants est positif et le niveau des stocks d'IDE entrants égal à zéro) et -1 (niveau des stocks d'IDE entrants positif et niveau des stocks d'IDE sortants égal à zéro). Si on compare les ratios de 1998 et 2003, on constate que l'indice avec les pays hors UE a augmenté pour l'activité totale (passant de 0,13 à 0,17), du fait d'une hausse des actifs nets dans les services (de 0,04 à 0,12). Les actifs nets dans l'industrie manufacturière sont restés stables, mais le ratio correspondant est plus élevé que celui des services (0,18 en 2003).

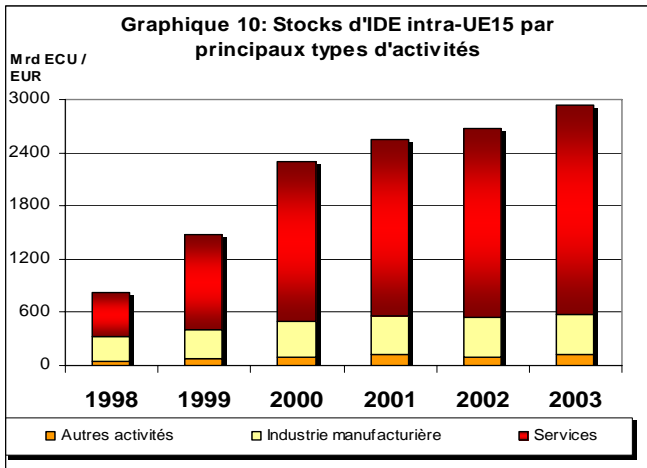
L'indice a diminué pour la plupart des principaux partenaires examinés dans la présente publication. On remarque, en particulier, l'inversement du ratio relatif aux actifs nets avec les pays de l'AELE¹¹ et du ratio relatif à l'industrie manufacturière avec les États-Unis, qui est passé de 0,09 en 1998 à -0,07 en 2003. C'est le contraire dans le cas du Japon: le ratio relatif aux actifs nets dans l'industrie manufacturière est devenu positif (0,07) en 2003 (alors qu'il était de -0,09 en 1998).



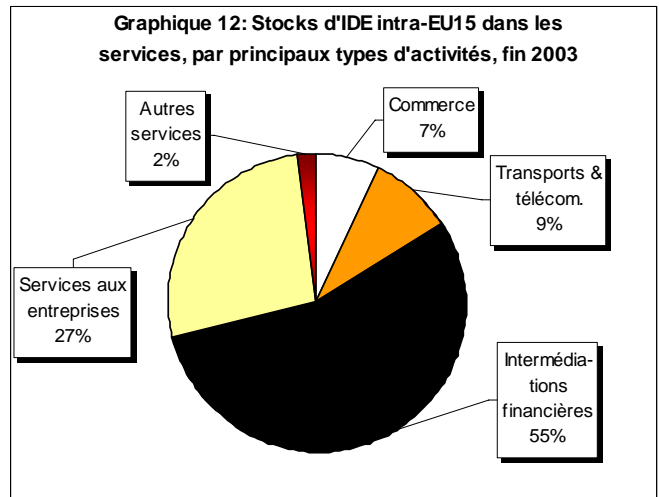
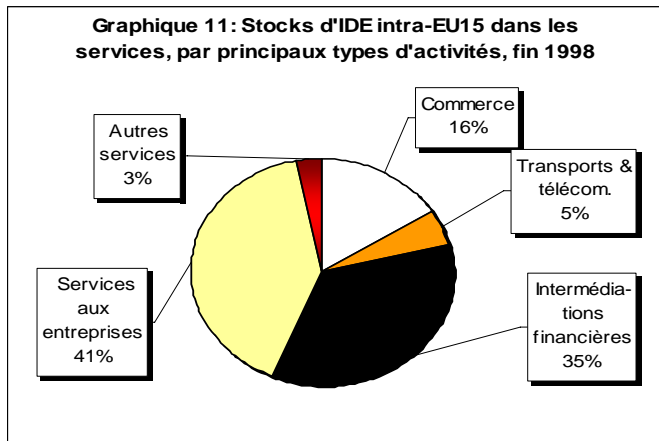
¹⁰ Le ratio d'actifs nets d'IDE bilatéraux se définit par le rapport (stocks d'IDE sortants – stocks d'IDE entrants)/(stocks d'IDE sortants + stocks d'IDE entrants). Par conséquent, pour chaque partenaire et chaque activité observés, les actifs nets de l'UE se traduisent sous la forme d'un pourcentage du niveau total de stocks d'IDE générés par les relations bilatérales. Ce ratio permet d'évaluer jusqu'à quel point les investissements réciproques s'équilibrent. Il peut aller de +1 (lorsque le niveau des stocks d'IDE sortants est positif et le niveau des stocks d'IDE entrants égal à zéro) à -1 (dans le cas contraire). Le ratio permet une comparaison qui n'est pas affectée par la taille des économies concernées.

¹¹ AELE: Suisse, Islande, Norvège et Liechtenstein. Les données de 2003 de la Suisse servent de valeurs de substitution pour cet agrégat.

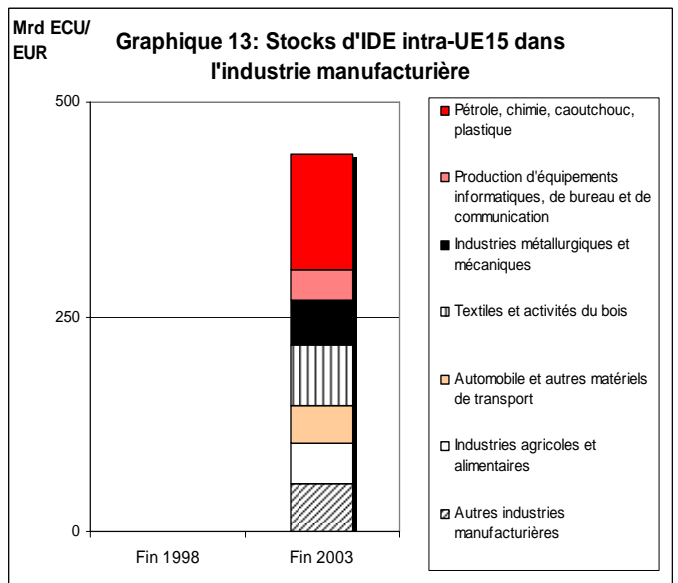
En moyenne, entre 1998 et 2003, les stocks d'IDE intra-UE se sont accrus plus rapidement que les IDE extra-UE. Le ratio entre les valeurs fin 2003 et fin 1998 était de 3,6 pour les IDE intracommunautaires; en ce qui concerne les IDE extra-communautaires, il s'établissait à 2,5 pour les stocks d'IDE sortants et à 2,3 pour les stocks d'IDE entrants. Le graphique 10 met en évidence la composition des stocks d'IDE intra-UE par type d'activité principal. Les services ont continué à prendre de l'importance pendant la période considérée. À la fin de l'année 1998, les stocks d'IDE intra-UE investis dans les activités de services ont représenté 60 % du total pour atteindre 80 % à la fin de l'année 2003. La part de l'industrie manufacturière est passée de 34 % à 15 % au cours de la même période, tandis que celle des autres activités a progressé, passant de 6 % à 7 %.



Les graphiques 11 et 12 illustrent les parts, en pourcentage, par type d'activité de service en 1998 et 2003. Si les stocks d'IDE intra-UE ont augmenté dans tous les types de services, la croissance la plus forte a été enregistrée pour les intermédiations financières (de 35 % à 55 %) ainsi que pour les transports et les télécommunications (de 5 % à 9 %), principalement en raison d'une hausse des investissements dans les télécommunications au cours de la période 1999-2001. L'importance relative des investissements dans le secteur du commerce a diminué (16 % en 1998 mais seulement 7 % en 2003); les services aux entreprises ont également accusé une baisse, passant de 41 % à 27 %.



Les stocks d'IDE intra-UE dans l'industrie manufacturière sont passés de 279 milliards d'écus à la fin de 1998 à 440 milliards d'euros à la fin de 2003 (graphique 13). Les activités manufacturières les plus importantes ont été celles liées au pétrole, à la chimie, au caoutchouc et aux plastiques, qui ont affiché une augmentation de 58 milliards d'euros, leur part passant de 28 % à la fin de 1998 à 31 % à la fin de 2003. Le textile et les activités du bois ont vu leur part s'accroître de 11 % à 16 % à la fin de 2003. Les industries métallurgiques et mécaniques ont quelque peu perdu de leur importance relative, leur part diminuant, de 18 % à 12 % à la fin de 2003. Les industries agricoles et alimentaires, l'automobile et les autres matériels de transport affichaient chacun une part de 10 % des stocks d'IDE de l'industrie manufacturière à la fin de 2003, et les autres activités manufacturières une part de 13 %, sans changement notable.

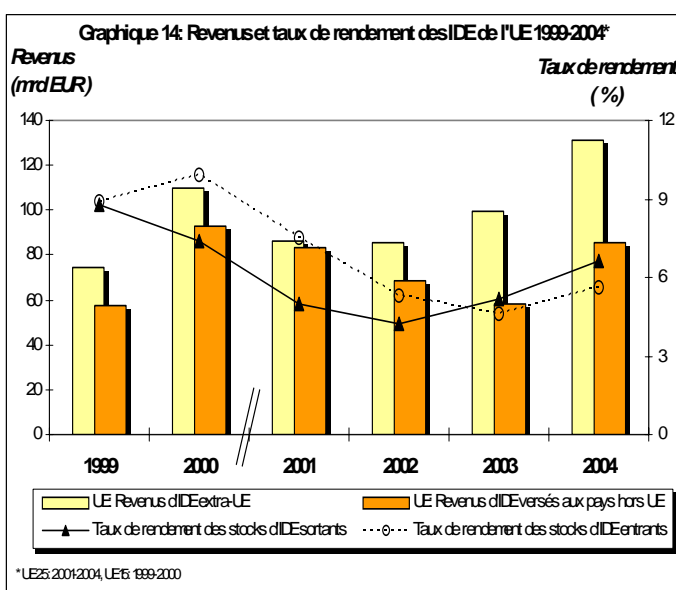


En 2004, le revenu net des IDE de l'UE s'est élevé à 46 milliards d'euros

Chiffrés à 131 milliards d'euros en 2004, les revenus que l'UE a tirés de ses investissements directs à l'étranger ont atteint leur plus haut niveau au cours de la période considérée, ce qui représente une progression de 32 % par rapport à 2003. Ce résultat confirme la reprise déjà observée en 2003 (+15 %, à 99 milliards d'euros) après deux années de stagnation (86 milliards d'euros en 2001 comme en 2002).

Par ailleurs, les revenus versés aux détenteurs étrangers en 2004 ont affiché une hausse de 47 %, s'établissant à 85 milliards d'euros. Cela donne des revenus nets d'IDE record pour 2004: 46 milliards d'euros, contre 16 milliards d'euros en 1999, ce qui équivaut à 0,44 % du PIB, contre 0,20 % en 1999.

Les taux de rendement¹² ont connu une évolution analogue: le taux de rendement des stocks d'IDE sortants de l'UE est passé de 5,2 % en 2003 à 6,6 % en 2004 et le taux de rendement pour les détenteurs étrangers de 4,6 % à 5,6 %. Comme le montre le graphique 14 (échelle de droite), le taux de rendement des IDE sortants de l'UE a été supérieur à celui des IDE entrants au cours des deux dernières années.



➤ CE QU'IL FAUT SAVOIR – NOTES METHODOLOGIQUES

Le cadre méthodologique utilisé est la «Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux», troisième édition, une définition opérationnelle détaillée totalement conforme au Manuel de la balance des paiements du FMI, cinquième édition (MBP5). Une révision importante a été introduite à partir de 1999; elle consiste dans l'inclusion des investissements effectués par les sociétés de portefeuille basées dans l'UE qui auparavant n'étaient que partiellement couverts.

Investissements directs étrangers (IDE): catégorie d'investissements internationaux qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquies un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). On considère qu'il y a un intérêt durable lorsque l'investisseur étranger acquies au moins 10 % du capital de l'entreprise d'investissement direct.

Flux, stocks et revenus d'IDE: à travers les flux sortants d'IDE, un pays investisseur se constitue des avoirs à l'étranger (stocks d'IDE sortants). Parallèlement, les flux entrants d'IDE s'additionnent pour constituer des engagements vis-à-vis des investisseurs étrangers (stocks d'IDE entrants). Cependant, les variations des stocks d'IDE diffèrent des flux d'IDE en raison de l'effet des réévaluations (variations des prix et, pour les stocks d'IDE sortants, variations des taux de change) et d'autres ajustements liés à des pertes catastrophiques, à l'annulation de prêts, à de nouveaux classements d'actifs ou d'engagements existants. Les flux d'IDE sont une composante du compte financier de la balance des paiements, alors que les actifs et les engagements d'IDE figurent dans la position extérieure globale. Enfin, les revenus d'IDE sont constitués des revenus versés à l'investisseur direct par ses entreprises affiliées à l'étranger. Les revenus tirés des IDE sortants sont enregistrés

comme «crédits» dans la balance des paiements courants, tandis que les revenus versés aux détenteurs étrangers des stocks d'IDE entrants sont enregistrés comme «débits».

Les flux et les positions d'IDE sont enregistrés selon le critère du pays hôte/investisseur immédiat. Les flux à l'étranger et les flux dans l'économie déclarante sont classés en fonction de l'activité économique de l'entreprise résidente. Il en va de même pour les positions d'IDE dans l'économie déclarante, tandis que les positions d'IDE à l'étranger sont classées en fonction de l'activité de l'entreprise non résidente.

La présente publication repose sur des données détaillées publiées en avril 2006 dans les bases de données d'Eurostat. Les séries relatives aux IDE contiennent des données pour 1992-2004 comportant des informations par pays partenaire et type d'investissement (fonds propres, prêts et bénéfices réinvestis). Les données par activité économique et par principal partenaire sont disponibles pour la période 1992-2003, mais seulement pour l'UE-15. Les données sur les revenus couvrent les années 1995-2004 et les données sur les stocks d'IDE vont de fin 1994 à fin 2003. Les données intra-UE utilisées dans la présente publication sont la moyenne entre les données des flux «sortants» et «entrants» transmises par les États membres.





L'écu (l'ancienne unité monétaire européenne) a été remplacé par l'euro, la nouvelle monnaie unique européenne, le 1^{er} janvier 1999, au taux de 1:1.




¹² Le taux de rendement des IDE se définit ici comme le rapport (revenus d'IDE de l'année t) / (stock d'IDE à la fin de l'année t-1).

Pour en savoir plus:



Données: [Site Web EUROSTAT/Page d'accueil/Economie et finances/Données](#)

Économie et finances






-  Indicateurs économiques principaux
-  Comptes nationaux (PIB compris)
-  Secteur des Administrations publiques
-  Comptes financiers

-  Taux de change et taux d'intérêt
-  Statistiques monétaires et financières
-  Prix

Balance des paiements - transactions internationales

-  Statistiques de la balance des paiements
-  Commerce international de services: ventilation géographique

Investissements directs de l'Union Européenne

-  Investissements directs de l'UE - Indicateurs principaux
-  Positions de l'investissement direct de l'UE, ventilation par pays et par activité économique
-  Flux de l'investissement direct de l'UE, ventilation par pays partenaire et activité économique
-  Revenus d'investissements directs de l'UE, ventilation par pays partenaire et activité économique
-  Indicateurs structurels FDI

Les journalistes peuvent contacter le service média support :

Bâtiment BECH, Bureau A4/125
L - 2920 Luxembourg

Tel. (352) 4301 33408
Fax (352) 4301 35349

E-mail: eurostat-mediasupport@ec.europa.eu

European Statistical Data Support:

Eurostat a mis en place, conjointement avec les membres du "Système statistique européen", un réseau de centres d'appui, qui couvrira presque tous les États membres et certains pays de l'AELE.

La mission de ces centres sera d'aider et d'orienter les utilisateurs qui se procureront des données statistiques européennes sur l'internet.

Vous trouverez sur notre site internet des informations sur ce réseau de centres d'appui:
<http://ec.europa.eu.int/eurostat/>

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à :

l'Office des publications officielles des Communautés européennes.

2, rue Mercier
L - 2985 Luxembourg

URL: <http://publications.europa.eu>
E-mail: info-info-opoce@ec.europa.eu